MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

AGRICULTURE ET PECHE
ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE LONDRES

N°24 – Juillet 2024

SOMMAIRE

ROYAUME-UNI

- Suite à la victoire du parti travailliste aux élections générales du 4 juillet, Steve Reeds est le nouveau ministre du *Department of Environment, Food and Rural Affairs* (DEFRA)
- La *National Farmers' Union* (NFU) dévoile ses priorités dans un manifeste publié en vue des élections
- Le gouvernement britannique sortant présente un premier index de la sécurité alimentaire du pays
- Le Royaume-Uni publie un plan d'action quinquennal pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens
- Entrée en vigueur de l'interdiction d'exporter des animaux vivants depuis la Grande-Bretagne
- En réponse à une consultation du gouvernement, la NFU fait part de son opposition au contingent tarifaire autonome sur le sucre de canne brut
- Le Royaume-Uni approuve un produit alimentaire pour animaux de compagnie utilisant de la viande cellulaire

IRLANDE

- Baisse des émissions agricoles de gaz à effet de serre en 2023 en Irlande
- L'Irlande lance un cadre pour l'agriculture bas-carbone
- Le gouvernement irlandais annonce l'obtention d'un financement de 750 000 € pour la recherche sur la résistance aux antimicrobiens
- L'entreprise irlandaise de technologie alimentaire Senoptica autorisée sur le marché américain
- Suite à l'ouverture du marché sud-coréen pour la viande bovine irlandaise, sept usines ont été approuvées pour l'exportation
- Déclin du retour du saumon sauvage en Irlande

PAYS-BAS

- Femke Wiersma est la nouvelle ministre chargée de l'Agriculture des Pays-Bas
- La LTO, principal syndicat agricole néerlandais, se réjouit à l'avance d'une coopération fructueuse avec le nouveau gouvernement
- Les agriculteurs néerlandais et flamands militent pour la mise en place d'une approche spécifique des deltas fertiles
- Les éleveurs néerlandais s'inquiètent des cas de peste porcine africaine identifiés chez des sangliers près de Francfort (Allemagne) et appellent à une vigilance accrue

ROYAUME-UNI

Suite à la victoire du parti travailliste aux élections générales du 4 juillet, Steve Reeds est le nouveau ministre du *Department of Environment, Food and Rural Affairs* (DEFRA) :

Steve Reed occupait déjà ce postes au sein du *Shadow cabinet*. C'et aussi le cas de Daniel Ziechner qui est nommé, au sein du DEFRA, secrétaire d'Etat pour la sécurité alimentaire et les affaires rurales [*Minister for Food Security and Rural Affairs*]. Dès son arrivée début juillet, Steve Reed, a définit 5 priorités pour son ministère : nettoyer les rivières, les lacs et les mers ; créer une feuille de route vers une économie zéro déchet ; renforcer la sécurité alimentaire de la Grande-Bretagne ; assurer la restauration de la nature ; et protéger les communautés contre les dangers des inondations.

Dans son *manifesto* publié lors de la campagne, le parti travailliste avait indiqué vouloir négocier un accord vétérinaire avec l'Union européenne. Les autres mesures sur l'agriculture concernaient notamment la volonté de faire de la sécurité alimentaire une sécurité nationale et une cible de 50% d'achats publics de nourriture vers des produits locaux ou respectant des normes environnementales élevées.

La *National Farmers' Union* (NFU) dévoile ses priorités dans un manifeste publié en vue des élections :

Le document comprend des demandes d'engagement sur le budget de la politique agricole anglaise, une meilleure prise en compte de la sécurité alimentaire britannique, un accompagnement plus fort des agriculteurs pour la transition environnementale ou encore un dispositif dédié pour l'obtention de visas de travailleurs saisonniers. Par ailleurs, en lien avec le WWF, la NFU demande la formation d'une commission « des normes fondamentales » avec l'objectif d'examiner les aspects pratiques et les exigences légales pour garantir que les aliments importés répondent aux mêmes normes environnementales et de bien-être animal que celles remplies par les agriculteurs britanniques.

Le gouvernement britannique sortant présente un premier index de la sécurité alimentaire du pays :

Ce document a été publié à l'occasion du deuxième sommet "*Farm to Fork*" organisé par le Premier ministre d'alors, Rishi Sunak, le 16 mai dernier. Il est prévu que cet indice soit désormais publié chaque année et complète le rapport triennal sur la sécurité alimentaire. Globalement, si l'index décrit une tendance stable de la sécurité alimentaire au Royaume-Uni, il souligne que certains produits (riz, les bananes, thé, caco, etc.) seront toujours importés. Les importations sont décrites comme apportant une contribution positive à la sécurité alimentaire du pays. A court terme, les risques pour la sécurité alimentaire relevés concernent les volatilités internationales et le changement climatique, ainsi que par la perte de biodiversité. A plus long terme, les risques sont liés aux tendances climatiques et environnementales.

Le Royaume-Uni publie un plan d'action quinquennal pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens:

Ce plan d'action, publié le 8 mai 2024, est le deuxième plan quinquennal et couvre la période 2024-2029. Associant les administrations et

agences des 4 nations, il définit les ambitions et les actions pour les 5 prochaines années à l'appui de la vision sur 20 ans de la résistance aux antimicrobiens.

Entrée en vigueur de l'interdiction d'exporter des animaux vivants depuis la Grande-Bretagne :

La nouvelle loi britannique, *l'Animal Welfare (Livestock Exports) Act*, a reçu l'assentiment royal. Entrée en vigueur le 20 mai 2024, elle interdit désormais l'exportation pour l'abattage et l'engraissement de bétail vivant (bovins, ovins, porcins) depuis le Royaume-Uni. Les exportations d'animaux vivants pour d'autres objectifs, tels que l'élevage et la participation à des foires et compétitions, restent autorisées, à condition que les animaux soient transportés conformément aux exigences légales de bien-être animal.

En réponse à une consultation du gouvernement, la NFU fait part de son opposition au contingent tarifaire autonome sur le sucre de canne brut :

Pour mémoire, le Royaume-Uni a ouvert depuis 2021 un contingent tarifaire autonome à droit nul sur le sucre de canne brut de 260 000 tonnes. Comme il s'y était engagé, le gouvernement a lancé au printemps 2024 une consultation publique sur ce contingent. La NFU indique qu'elle a fait part de son opposition à ce contingent, comme elle l'avait déjà fait en 2020. Selon elle, ce contingent continue de constituer une menace importante pour la betterave sucrière britannique. Elle souligne notamment qu'il conduit à une concurrence des grands producteurs comme le Brésil qui bénéficient d'avantages en raison notamment de la divergence réglementaire avec le Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni approuve un produit alimentaire pour animaux de compagnie utilisant de la viande cellulaire :

Le Royaume-Uni s'apprête à devenir le premier pays d'Europe à commercialiser de la viande cultivée en laboratoire, après l'approbation des régulateurs pour l'utilisation de poulets cultivés à partir de cellules animales dans les aliments pour animaux de compagnie. Selon la presse, la vente de ces produits doit commencer cette année, sous la surveillance de la *Food Standards Agency*.

IRLANDE

Baisse des émissions agricoles de gaz à effet de serre en 2023 en Irlande :

Les ministres de l'Agriculture, Charlie McConalogue, Martin Heydon et la sénatrice Pippa Hackett, ont salué, dans un communiqué de presse, la publication des émissions provisoires de gaz à effet de serre pour 2023, par l'Agence de protection de l'environnement. Dans son dernier rapport, l'*Envionmental Protection Agency* (EPA) annonce une réduction nationale des émissions de gaz à effet de serre de 6,8 % d'une année sur l'autre avec une baisse de 4,6 % des émissions agricoles, principalement grâce à la réduction de l'utilisation d'engrais azotés et de chaulage. Le ministre chargé de l'agriculture, Charlie McConalogue, s'est félicité de ces résultats et a souligné qu'elles réultent notamment des mesures qui portent leurs fruits, telles que le génotypage de veaux, la promotion des énergies renouvelables dans les exploitations, la réduction des engrais et pesticides, l'amélioration de la santé des sols et la promotion de la biodiversité.

L'Irlande lance un cadre pour l'agriculture bas-carbone :

Selon le ministère chargé de l'agriculture, qui coordonne la mise en place de ce cadre en lien avec l'ensemble des ministères et agences concernées, l'objectif est d'aider les agriculteurs, les forestiers et les autres utilisateurs des terres à prendre des mesures climatiques qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre (GES) et améliorent la capture du carbone dans les sols et la végétation (gazons multi-espèces, cultures de couverture, réduction des labours, réhabilitation des tourbières, gestion des haies, etc), via des financements nouveaux facilités par ce cadre. Avant sa publication, le cadre fera l'objet d'une consultation publique pour recueillir les points de vue des parties prenantes. Le cadre prévoit notamment d'aider à l'établissement des information sur les émissions de base des exploitations par rapport auxquelles toute réduction ou élimination ultérieure du carbone peut être vérifiée comme supplémentaire.

Le gouvernement irlandais annonce l'obtention d'un financement de 750 000 € pour la recherche sur la résistance aux antimicrobiens :

À la suite d'un appel à propositions lancé dans le cadre de l'Initiative européenne de programmation conjointe sur la résistance aux antimicrobiens (JPIAMR), trois projets impliquant des scientifiques irlandais de Teagasc, de l'Université de Maynooth et de l'University College Dublin, en collaboration avec plusieurs organisations européennes de recherche, recevront un financement de 750 000 €. Ils étudieront l'élaboration de stratégies, d'outils, de technologies et de méthodes novateurs pour le diagnostic et la surveillance de la résistance aux antimicrobiens des agents pathogènes les plus critiques affectant les plantes et les animaux. Par ailleurs, a été annoncée l'ouverture du premier appel à projets dans le cadre du partenariat européen de recherche pour la santé et le bien-être des animaux, déployés dans le cadre d'Horizon Europe. Ces projets permettront la recherche dans des domaines tels que les technologies de prévention, de

détection, d'évaluation et de gestion de la santé et du bien-être des animaux.

L'entreprise irlandaise de technologie alimentaire Senoptica autorisée sur le marché américain :

La presse irlandaise rapporte que l'entreprise irlandaise de technologie alimentaire Senoptica a reçu l'approbation de la *Food and Drug Administration Agency* (FDA) aux États-Unis pour entrer sur le marché. Basée au Trinity College de Dublin, elle a mis au point une technologie de capteur brevetée pour surveiller les niveaux d'oxygène dans les emballages alimentaires sous atmosphère modifiée, une technologie qui peut permettre aux fabricants de produits alimentaires d'identifier les produits avariés avant qu'ils ne soient placés dans les rayons des supermarchés.

Suite à l'ouverture du marché sud-coréen pour la viande bovine irlandaise, sept usines ont été approuvées pour l'exportation :

Le ministre chargé de l'agriculture a annoncé le 15 mai, l'agrément de sept établissements irlandais, permettant de concrétiser l'ouverture effective du marché sud-coréen aux exportations de bœuf d'Irlande.

Déclin du retour du saumon sauvage en Irlande :

Le nombre de saumons sauvages retournant en Irlande pour frayer a connu un déclin catastrophique en une génération selon *Inland Fisheries Ireland*. Le directeur général adjoint, le Dr Cathal Gallagher, a déclaré que les chiffres sont passés de 1,76 million en 1975 à 171 700 en 2022. Selon lui, cette évolution pourrait être due en grande partie à l'évolution des conditions océaniques, aux impacts du changement climatique ainsi qu'à la compétition avec d'autres espèces de poissons sur l'alimentation du saumon.

PAYS-BAS

Femke Wiersma est la nouvelle ministre chargée de l'Agriculture des Pays-Bas :

Faisant suite aux élections générales de novembre 2023, un nouveau gouvernement mené par le Premier ministre M. Dick Schoof a été nommé début juillet aux Pays-Bas. Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de la Sécurité alimentaire et de la Nature, qui a changé de nom (auparavant ministère de l'agriculture, de la nature et de la qualité alimentaire), est désormais dirigé par Mme Femke Wiersma, issue du parti BBB (mouvement citoyen agriculteurs). Elle était auparavant membre de l'exécutif provincial de Frise, chargée des affaires agricoles et des zones rurales. Elle est accompagné d'un secrétaire d'État, M. Jean Rummenie, chargé de la pêche, de la sécurité alimentaire et de la nature, lui aussi membre du BBB. Ingénieur agronome diplômé de l'université de Wageningen (1974-1982), il a réalisé la plus grande partie de sa carrière dans le réseau d'ambassades comme conseiller agricole.

La LTO, principal syndicat agricole néerlandais, se réjouit à l'avance d'une coopération fructueuse avec le nouveau gouvernement :

Le Président de la LTO, M. Ger Koopmans, a notamment indiqué dans un communiqué que l'accord de coalition, convenu entre les 4 partis formant le nouveau gouvernement, constituait une bonne base de départ pour des discussions avec le secteur agricole. La LTO se félicite d'un texte qui « ouvre la porte à une politique agricole plus rentable et plus durable ».

Les agriculteurs néerlandais et flamands militent pour la mise en place d'une approche spécifique des deltas fertiles :

Dans une étude de parangonnage sur les politiques mises en œuvre dans les deltas fertiles de l'Union européenne, l'Institut Clingendael et l'Institut flamand de recherche agricole (ILVO) ont caractérisé le secteur agricole dans ces territoires. Selon le rapport, élaboré pour la LTO et l'Union flamande des agriculteurs et intitulé « *Fertile Deltas, Re-balancing EU's Agriculture* », le secteur agricole de ces régions est résilient, très productif, innovant et fournit des connaissances agronomiques utilisées dans le monde entier. Pour autant, il considère que les contraintes actuelles sont trop fortes sur les agriculteurs et plaide pour la mise en place de politique plus adaptées aux spécificités régionales de ces zones.

Les éleveurs néerlandais s'inquiètent des cas de peste porcine africaine identifiés chez des sangliers près de Francfort (Allemagne) et appellent à une vigilance accrue :

Dans un communiqué de presse, la LTO indique que les récents cas en Allemagne découverts mi-juin attestent d'une évolution inquiétante, le virus ayant fait un bond de 500 km. Elle indique que l'explication la plus évidente semble être l'action humaine et invite donc ses sympathisants, à l'échelle du secteur, à être

vigilants à ce sujet. La LTO rappelle notamment les mesures de biosécurités à mettre en place.

Wageningen University and Research publie un rapport sur des expériences de pêche passive dans un parc éolien :

En 2023, des expérimentations de diverses formes de pêche passive ont été réalisées dans les parcelles I et II du champ éolien au large de Borssele (Zélande) par l'université de Wageningen. Les résultats de ces expériences ont été publiés dans le rapport « Exploring co-use of offshore wind farms by passive Fisheries in Borssele wind farm, the Dutch ». Le rapport examine les opportunités et les enjeux de la pêche passive dans les parcs éoliens offshore, tant en termes opérationnels, de sécurité, de techniques de pêche et économiques, que d'écologie. Le principal enseignement tiré de cette expérimentation, menée sur un nombre limité de jours, est que la pêche passive dans les champs éoliens en mer pourrait être technologiquement réalisable et sûre, mais qu'elle peut compléter économiquement la pêche actuelle sans toutefois s'y substituer. Des tests supplémentaires sont actuellement en cours, avec des résultats attendus mi-2025. Par ailleurs, les possibilités de pêche active au sein des champs éoliens en mer sont également explorées, tenant compte des contraintes écologiques et des autres usages.

Selon le dernier rapport de *Wageningen Economic Research*, la pêche néerlandaise a subi des pertes importantes en 2023 :

Selon le rapport annuel *Visserij in Cijfers 2024*, la pêche néerlandaise au chalut a subi une perte nette de 3,1 M€ en 2023. La plus grande perte a été enregistrée dans la pêche à la crevette. Le revenu total pour les poissons et crustacés en 2023 était à environ 176 M€, en baisse d'environ 26 % par rapport à l'année précédente. Parmi ceux-ci, les ventes de crevettes ont diminué de près de 47 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Djahne Montabord, Héloïse Pestel, avec l'appui des services économique de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr